



NEWS

C'est mon histoire



Carmen Menjivar

« Ma vocation n'a pas été brisée »

Cette ancienne directrice d'un Ehpad du groupe Orpea a témoigné de son fonctionnement délétère dans l'enquête du journaliste Victor Castanet. Après quatre années à se reconstruire, elle est de nouveau aux côtés des aînés.

Propos recueillis par Christine Lamiable

Cela fait longtemps qu'on entend parler du risque de dépendance lié à l'âge, sans que rien ne change...

Je suis née au Salvador, un pays où sévissait à l'époque une guerre civile. Beaucoup de personnes âgées pauvres vivaient et décédaient dans la rue. Cela me révoltait. J'ai toujours dit à mes parents que, plus tard, je construirai des maisons où les mettre à l'abri. J'étais d'autant plus sensible à cette situation que je vivais avec mes grand-mère et arrière-grand-mère maternelles. Cette dernière était handicapée à la suite d'une gangrène et atteinte d'Alzheimer. C'est pour cela que j'ai toujours voulu travailler avec les personnes âgées. Je suis arrivée en France à l'âge de 11 ans et j'ai choisi mes études en fonction de cette vocation.

● J'ai pris conscience de la toxicité du fonctionnement

Au début de ma carrière, j'ai un peu touché à tout. J'ai travaillé dans un hôpital auquel était adossée une maison de retraite, pour le secteur associatif comme pour le secteur privé lucratif. L'offre de diriger un Ehpad du groupe Orpea m'a été faite en 2008, alors que j'avais 32 ans. J'ai été confrontée à un challenge : reconstruire entièrement un établissement vétuste, dont le fonctionnement était perturbé par des problématiques financières et de la maltraitance à l'égard des résidents.

Les premières années à Orpea ont été très formatrices. Mais au fil de mon expérience, j'ai pris conscience de la toxicité du fonctionnement interne. Le groupe ne me demandait pas de diriger la structure mais de l'exploiter en appliquant des procédures. Au moment de l'ouverture d'un nouveau bâtiment, j'avais obtenu un nombre raisonnable d'auxiliaires de vie, d'aides-soignantes et d'infirmières. Je m'étais imposée lors de la réunion pendant laquelle était signée la convention avec le département et l'Agence régionale de santé. Orpea ne l'autorisait pas normalement. Mais **je n'ai jamais obtenu l'encadrement décidé sur le papier**. Pire : les intérimaires engagés par d'autres directeurs du département apparaissaient dans les comptes comme employés par ma résidence.

● Il y avait aussi un quota pour les couches

Même si j'avais obtenu un meilleur budget journalier pour les repas que certains de mes collègues, j'étais également soumise à des restrictions. Les plats et les ingrédients destinés aux résidents étaient pesés et calibrés. Il y avait aussi un quota pour les couches : trois par jour et par personne. Impossible de commander plus avec le logiciel mis en place. Je me dépannais parfois chez une collègue hors groupe, ou j'en achetais sur la caisse dédiée aux activités. Mais en cas d'épidémie de gastro-entérite, c'était la catastrophe : il fallait les répartir, quitte à en donner un peu moins à certains. C'était la même chose pour les pansements d'escarre, très coûteux. Il valait mieux ne pas en avoir besoin pour deux personnes âgées à la fois !

Aucun événement grave n'a eu lieu dans la résidence dont je m'occupais, mais je ne peux pas être certaine qu'aucune maltraitance n'a été exercée.

En 2014, j'ai été licenciée pour faute grave avec mise à pied immédiate dans des conditions très brutales : mon sac a été fouillé pour y récupérer mes cahiers de notes, la serrure de mon bureau changée le jour même... J'ai gagné contre Orpea aux prud'hommes mais il m'a fallu quatre années pour me reconstruire. Grâce à une thérapie, j'ai repris confiance dans mes qualités professionnelles et humaines. Je suis de nouveau directrice d'une résidence pour personnes âgées. Ma vocation n'a pas été brisée. Lorsque Victor Castanet m'a contactée, j'ai beaucoup hésité à témoigner. Mes collègues et moi avons tous peur du groupe. C'est un peu David contre Goliath ! Mais cela fait tellement longtemps qu'on entend parler du risque de dépendance lié à l'âge et à la perte d'autonomie sans que rien ne change... J'espère que cette enquête le permettra. Ainsi, j'aurai apporté ma pierre à l'édifice.

À lire



Les fosseyeurs, Victor Castanet, éd. Fayard. 22,90 € (janvier 2022). Ce journaliste indépendant a enquêté pendant près de trois ans sur le groupe Orpéa, leader mondial des Ehpad.